

**Les mots sont importants: problèmes que pose l'utilisation de « droits reproductifs »,
« choix » et « contrôle »**

Démembrement des femmes

Dans notre campagne pour mettre fin au contrôle de la population et à l'utilisation de contraceptifs nocifs (par ex. le vaccin anti grossesse, Norplant, NetEn et Depo Provera), utiliser l'expression « droits reproductifs » implique que nous acceptons la stratégie de contrôle de la population que nous imposent les institutions dominantes pour diviser les femmes alors que nous demandons la fin de l'oppression pour toutes les femmes.

Plus précisément, l'utilisation de ce terme suppose que la capacité reproductive des femmes continue à être le caractère principal qui sert à les définir. De cette manière, nous sommes *toutes* considérées comme des « reproductrices », certaines étant trop fertiles et d'autres pas assez. Cela sépare les femmes – et les oppose – et cela amène à justifier l'existence de « droits » pour certaines (par ex. les femmes du prétendu « monde en voie de développement ») que de nombreuses femmes rejettent et considèrent comme des « maux ». Farida Akhter, militante pour la santé au Bangladesh, fait remarquer que parler des droits reproductifs des femmes alors que ces femmes sont privées de ressources de base comme la nourriture, l'eau, l'éducation, le travail, alors qu'elles ne sont pas protégées de la violence (sexuelle) et ne sont pas libérées de la colonisation impérialiste, est insultant et contraire à l'intérêt des femmes. En effet, l'accès à ces ressources et à la liberté devrait être la première des priorités.

Bien entendu, utiliser l'expression « droits reproductifs » est dans l'intérêt des institutions qui contrôlent la population – qui compte désormais de nombreuses militantes féministes pour la santé qui ont été cooptées-- car cela signifie la continuation de la stratégie précédente qui consiste pour les contrôleurs de la population à rendre obligatoire l'usage de contraceptifs nocifs pour la santé afin de maintenir la suprématie des élites (d'Occident et d'ailleurs), en contrôlant le nombre d'enfants que peuvent avoir telles femmes dans tel pays. Ces buts n'ont pas changé à la fin des années 1990, mais le langage utilisé a été « adouci » par une habile intégration de slogans féministes des années 1970 et 1980, tels « choix » et « empouvoirement », le tout en prétextant que « c'est ce que les femmes veulent ». C'est une stratégie patriarcale bien connue, magnifiquement démontrée par le président Bezanson qui a utilisé ces termes à plusieurs reprises au cours du débat pendant la rencontre avec l'IDRC (centre international de développement et de recherche) à Ottawa pour mettre fin au financement des vaccins contraceptifs. Nous devons être capables de repérer ces *inversions* répétées qui font dire aux femmes qu'elles veulent et apprécient les dispositifs mêmes qui détruisent nos vies.

Ce langage des « droits » reproductifs qui sous-entend également que ses partisans soutiennent le droit d'une femme au « contrôle » de son corps, justifie en réalité l'élaboration, la fabrication et la distribution de contraceptifs nocifs. – ce qui permet aux entreprises transnationales de réaliser d'énormes gains financiers. Utiliser ce genre de rhétorique bienveillante incite les gouvernements occidentaux à donner de l'argent dans le but exprès de réguler la fertilité des femmes. De ce fait, il y a moins d'argent – en fait on n'en voit pas l'utilité – pour améliorer la condition des femmes grâce à des programmes d'alphabétisation, de formation professionnelle (formation commerciale, formation à l'encadrement), et grâce à des techniques de survie de base, particulièrement face à la violence des hommes, programmes qui permettraient aux femmes d'assumer des rôles décisionnaires dans leurs communautés.. Se concentrer sur les droits reproductifs maintient ainsi les femmes dans leur statut de seconde classe.

Les droits reproductifs : un concept occidental individualiste.

Le discours sur les droits est issu de la philosophie libérale occidentale qui est profondément individualiste et hostile à la notion de collectivité. Il est aussi lié à la notion de propriété privée et de possession. Ce discours divise ainsi les membres du groupe social femmes entre celles qui ont le « droit » d'utiliser les nouvelles technologies reproductives telles la fertilisation in vitro assortie d'une batterie croissante de tests génétiques nécessaire à la fabrication de l'enfant « parfait » afin de satisfaire leur désir d'un enfant biologique ; et celles à qui on dit que « c'est pour leur bien d'avoir moins d'enfants grâce à des contraceptifs dangereux et débilissants (et des substances abortives comme le RU 486). Comme l'a signalé Maria Mies (1988), ce genre de raisonnement individualiste implique aussi qu'une femme a le « droit » de « posséder » son propre corps (et donc de le vendre par morceaux, par exemple ses ovocytes, ses embryons, son utérus et même son vagin). Cependant, décider à quelle catégorie appartient une femme ne relève ni de son « choix » ni de son « contrôle » : ces décisions sont prises par les individus et les groupes au pouvoir, elles sont basées sur la race, la classe, l'ethnie et, chez les contrôleurs de la population, sur la peur écrasante qu'ils éprouvent à l'idée que les « masses » pourraient mettre fin à leur pouvoir et à leurs privilèges.

Les « droits » sont accordés par quelqu'un – et ce quelqu'un peut les retirer. Il s'agit souvent de l'État et de ceux qui en sont partie prenante, les législateurs et leurs exécutants. *Ces organismes ne garantissent pas les droits de base des femmes en tant que groupe social à l'intégrité de leur corps et de leur âme, à la dignité, à une sexualité centrée sur les femmes et à l'absence de violence.*

Pour l'essentiel, en dépit des quelques avancées louables réalisées par les féministes au cours de la dernière décennie, le pouvoir judiciaire continue à administrer le système juridique en prenant l'homme comme norme. Ainsi, les « droits reproductifs » sont aussi dénués de sens que le « choix » et le « contrôle » lorsque c'est la survie de base qui est en jeu, le droit même à l'existence en fait – qui n'est pas accordé aux femmes tant que la sélection sexuelle, l'infanticide, la peur généralisée et la haine des femmes subsistent dans le monde entier.

Un langage dans l'intérêt des femmes.

En vivant dans les démocraties occidentales – ou lorsqu'on nous dit que c'est l'idéal auquel il faut aspirer – nous avons si bien internalisé le discours des droits que nous exigeons et prétendons avoir des « droits » sur notre corps, le « droit » à l'absence de violence, d'oppression, au lieu de déclarer que nous *sommes* notre corps et que nous *possédons* une humanité qui ne doit pas être bafouée.

Nous devons inverser ce point de départ: au lieu d'exiger des « droits » auprès d'une autorité, ce qui lui donne incidemment le droit de juger nos vies, nous devons insister sur l'*inviolabilité* de notre corps/âme/esprit et sur la dignité de notre humanité. Cela doit être le commencement et non le résultat. Ainsi, il va sans dire que les femmes doivent pouvoir décider d'avoir ou non des enfants. Cela implique l'accès à une contraception sûre, non invasive et sous le contrôle de l'utilisatrice. Et les décisions nous appartiennent : nul homme, nul État et nulle religion ne doivent violer le corps des femmes en les tuant, en les mutilant et en les divisant, ou encore en accordant individuellement des « droits » qui nous aliènent de nous-mêmes parce qu'ils sont basés sur le démembrement, la division, l'atomisation. Nous *sommes* notre corps, nous-même, et nous n'avons pas besoin de 'droits reproductifs » qui, de manière condescendante, prétendent protéger quelques-uns de nos organes – mais seulement pour certaines d'entre nous – aux dépens de la stabilité des femmes en tant que groupe social ainsi qu'individuellement. C'est l'absence de toute violence – y compris médicale, sexuelle, psychologique, sociale et économique – que nous devons exiger sans relâche en rejetant la proposition d'amitié des contrôleurs de la population et leur cheval de Troie : les « droits reproductifs ».